https://ricochets.cc/Qui-cree-la-polemique.html



- Les Articles -

Date de mise en ligne : vendredi 16 avril 2021

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Copyright © Ricochets Page 1/3

Qui crée la polémique ?

À Saillans, un dimanche matin au marché, sur les escaliers de la place du Prieuré, des personnes se sont réunies pour chanter ensemble, danser...

Le Dauphiné libéré en a fait un article à charge (voir plus bas, on a anonymisé les personnes par des ronds blancs), empli de contre-vérités, de partis pris, réduisant l'action à un concert anti-mesures sanitaires (ce qu'il n'était pas), insinuant que les participant.e.s seraient coupables de contaminations imaginaires au Covid. Article partagé par la commune de Saillans sur son site Internet et sa page Facebook.

Le dimanche suivant, le maire de Saillans et une douzaine de gendarmes se sont installés sur le lieu exact de ce rassemblement pour empêcher par la force que, à nouveau, des personnes prennent plaisir à danser, chanter, rire...

Quel est le but de ces manoeuvres ?

Éviter la transmission du Covid ? Pas du tout : il est prouvé que les transmissions en plein air représentent 5 % de la totalité des contaminations. D'ailleurs, des rassemblements récents, beaucoup plus nombreux (rave-party en Bretagne, carnaval à Marseille...), criminalisés eux aussi par les médias, n'ont créé aucun cluster, c'est maintenant démontré(1). C'est bien dans les lieux clos et contraints (entreprises, écoles, transports) qu'ont lieu les contagions. Étonnamment, Le Dauphiné libéré n'en touche pas un mot.

En interrogeant sérieusement les participant.e.s (difficile quand on écrit un article sans être sur place...), le journaliste aurait pu saisir la portée de cette action : il s'agissait de remettre en question la gestion sanitaire autoritaire et infantilisante du gouvernement, de pointer du doigt qu'il pouvait exister d'autres mesures sanitaires, qui prendraient en compte la santé dans son ensemble (mentale, environnementale, sociale), qui permettraient à celles et ceux qui le souhaitent de se faire vacciner... Des mesures sanitaires qui ne nous empêcheraient pas de vivre pour ne pas mourir.

Le but de ces manoeuvres est ailleurs : faire diversion. Tenter de faire oublier la culpabilité de dirigeants qui, depuis des dizaines d'années, détruisent sciemment l'hôpital public (2) et (3) tout en permettant aux plus riches de se soustraire à l'impôt. Si les morts s'accumulent, si les médecins sont obligés de trier ceux qui vivront et ceux qui mourront, ce n'est pas à cause de quelques personnes libres sur le marché de Saillans ou ailleurs, mais bien plutôt d'une oligarchie qui, elle, accumule les bénéfices à nos dépens.

Le but est ailleurs : nous diviser. Éviter que nous nous unissions pour renverser un régime politique qui nous prive de tout pouvoir politique. Nous empêcher de penser notre docilité à un système économique qui nous répète : « Travaille, consomme et... tais-toi! » - et prévenir notre insoumission.

Alors que les jeunes, les étudiant.e.s, les familles, les personnes âgées..., souffrent de l'isolement depuis plus d'un an, alors que la santé mentale des Français.e se dégrade, alors que la situation est terrible socialement, moralement et économiquement pour des millions d'entre nous, la seule réponse à ces moments collectifs et joyeux est donc la répression.

Allons-nous nous laisser berner et diviser encore longtemps?

Des habitant.e.s de Saillans

Copyright © Ricochets Page 2/3

Qui crée la polémique ?

- (1) Il y avait, le 21 mars, jour du carnaval de Marseille, 287 patients COVID dont 83 en réanimation. Le 2 avril, 12 jours après, il y en avait 282 dont 80 en réanimation. Chiffres officiels de l'APHM (Ensemble des hôpitaux publics de Marseille).
- (2) en vingt ans, 40 % des maternités françaises ont disparu. Le Monde (
 https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/03/21/le-nombre-de-femmes-qui-vivent-a-plus-de-45-mn-d-une-maternite-a-double-en-vingt-ans_5439049_3224.html)
- (3) 3400 lits hospitaliers ont été fermés en 2019, 4000 en 2018. Ces fermetures s'ajoutent aux 69 000 places d'hospitalisation à temps complet qui ont disparu entre 2003 et 2017 Source : https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/, Les établissements de santé, édition 2019

L'article du Dauphiné :



Copyright © Ricochets Page 3/3